

## GRANDE CORRUPTION DANS LES TRANSACTIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

## Faut-il désespérer de la convention de l'OCDE ?

*Le 21 novembre 1997, les 30 pays membres de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, OCDE, et cinq pays non membres, l'Argentine, le Brésil, la Bulgarie, le Chili et la République slovaque, ont adopté une convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales. La convention a été signée à Paris le 17 décembre 1997. Un 6<sup>e</sup> pays non membre de l'OCDE, l'Afrique du Sud, a récemment ratifié cette convention. Plus de 10 ans après cette adoption, l'application de cette convention est très inégale d'un pays à un autre.*

La convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption s'est imposée dans le monde entier comme le premier instrument mondial de lutte contre la corruption dans les transactions commerciales internationales.

Depuis sa ratification par les trente pays membres de l'OCDE et par six pays non membres, des progrès significatifs ont pu être accomplis dans la lutte contre la corruption, mais il y a des pays qui l'ont ratifiée et qui ne sont pas de bons élèves – tels le Royaume-Uni et le Japon –, ne faisant pas de grands efforts pour la mettre en application. Le mécanisme de contrôle de l'application de la convention par l'OCDE semble avoir atteint ses limites.

Comparée à d'autres instruments multilatéraux de lutte contre la corruption, la convention de l'OCDE a ceci de particulier qu'elle cible de manière spécifique les offres de pots-de-vin à l'étranger. Aujourd'hui, dans les trente-six pays ayant adopté des législations inspirées de la

convention de l'OCDE, corrompre un agent public étranger est devenu un délit. En d'autres termes, si une entreprise multinationale issue de l'un de ces pays verse un pot-de-vin à un agent public d'un pays en développement pour obtenir par exemple un contrat de travaux publics, cela constitue une infraction passible d'une sanction.

La convention sur la lutte contre la corruption ne se contente pas de garantir que les parties signataires ont bien fait de la corruption à l'étranger une activité hors la loi : elle assure également une mise en œuvre grâce à une procédure de suivi systématique. En effet, l'OCDE a, en 1997, donné mandat au «groupe de travail sur la corruption» de suivre les efforts déployés par les pays pour appliquer les normes édictées dans la convention.

Ce groupe, composé d'experts issus des administrations des pays participants, se réunit cinq fois par an au siège de l'organisation, à Paris, afin de surveiller le respect de la

convention par les parties signataires. Ce processus de suivi, fondé sur un mécanisme rigoureux d'examen mutuels, se déroule en deux phases.

La phase une comprend une évaluation globale de la conformité de la législation anti-corruption d'un pays avec les dispositions de la convention de l'OCDE.

### Les pays du Maghreb et du Moyen-Orient peu concernés

D'autres pays peuvent-ils s'associer à la convention ? La convention est ouverte aux pays qui accèdent au statut de participant au «groupe de travail de l'OCDE sur la corruption». Les ministres des États participants ont exprimé leur

intention d'obtenir l'adhésion d'autres pays à la Convention. Les Initiatives régionales de l'OCDE y contribuent, dont celle qui réunit l'OCDE et certains pays du Maghreb et du Moyen-Orient (région Mena) : l'Algérie est membre de cette initiative depuis 2005, mais n'assiste pas régulièrement aux réunions du groupe de travail régional.

Un pays qui souhaite participer au groupe de travail doit satisfaire certains critères, notamment être doté d'un dispositif juridique satisfaisant pour combattre la corruption nationale, observer certaines normes comme l'incrimination de la corruption transnationale et la non-déductibilité fiscale des pots-de-vin ou encore des normes de comptabilité, avoir des mécanismes efficaces

d'application du droit et être un acteur économique important. Mais il faut reconnaître qu'aujourd'hui, l'application de cette convention bat de l'aile : nombre de pays qui l'ont ratifiée ne la respectent, et ceux qui l'appliquent estiment qu'ils perdent de grands marchés à l'international, car refusant de donner des commissions.

Depuis l'explosion des prix du pétrole, on assiste à une forte recrudescence de la corruption dans les transactions commerciales internationales. Il n'est un secret pour personne que les 200 milliards de dollars de commande publique dégagés par l'Algérie sur 5 ans sont la proie d'une faune d'intermédiaires en tous genres, et que les pots-de-vin sont monnaie courante.

Djilali Hadjadj

## PRATIQUES DÉLOYALES, CORRUPTION ET BLANCHIMENT D'ARGENT

# Les locaux suisses d'Alstom perquisitionnés

Les autorités suisses ont annoncé récemment avoir procédé à une arrestation et à une perquisition de plusieurs locaux suisses d'Alstom (ALO) dans le cadre d'une enquête pour corruption et blanchiment d'argent.

La police a procédé à des perquisitions à travers l'ensemble de la confédération, notamment dans les bureaux d'Alstom (ALO) à Baden et Zurich, et une personne liée au spécialiste français des équipements de transport a été arrêtée sur de forts soupçons de pratiques déloyales, de corruption et de blanchiment d'argent, précise le ministère public de la Confédération (MPC) dans un communiqué.

«Dans l'état actuel des recherches, on subodore que des paiements ont été effectués à des fins de corruption», explique le ministère public, ajoutant

que «ces montants auraient été versés (...) à des fonctionnaires ou à des responsables de divers pays» lors de l'attribution de marchés.

Une porte-parole d'Alstom (ALO) a confirmé les perquisitions et assuré que le groupe coopérerait avec la police, mais refusé de donner d'autres précisions sur l'affaire.

En mai dernier, le *Wall Street Journal* avait publié un article dans lequel il écrivait qu'Alstom (ALO) faisait l'objet d'une enquête en France et en Suisse visant à déterminer s'il avait versé plusieurs centaines de millions de dollars de pots-de-vin pour décrocher des contrats en Asie et en Amérique du Sud entre 1995 et 2003.

Alstom (ALO) avait alors réagi accusant le WSJ de s'être appuyé sur des «hypothèses et des spéculations».

## BIENS IMMOBILIERS MAL ACQUIS

# Une enquête visant en France cinq chefs d'Etat africains classée

Une enquête ouverte en France après une plainte d'une ONG accusant cinq dirigeants africains, dont le Gabonais Omar Bongo, de posséder en France des biens immobiliers financés par de l'argent public détourné a été classée sans suite, a-t-on appris de source judiciaire. L'ONG, à l'origine de la plainte, a immédiatement fait savoir qu'elle entamerait une nouvelle procédure avec cette fois, selon elle, des chances sérieuses de provoquer

l'ouverture d'une information judiciaire. L'enquête préliminaire ouverte en juillet par le parquet de Paris «a été classée sans suite début septembre car l'infraction n'est pas caractérisée», a indiqué le parquet de Paris. Cette enquête avait été ouverte à la suite d'une plainte contre X déposée par l'ONG, un ressortissant gabonais et deux ressortissants congolais pour «recel de détournements d'argent public». Elle visait «les conditions dans

lesquelles un très important patrimoine immobilier et mobilier a été acquis en France par les chefs d'Etat Denis Sassou Nguesso (Congo), Omar Bongo, Teodoro Obiang (Guinée équatoriale), Blaise Compaoré (Burkina Faso), Eduardo dos Santos (Angola), ainsi que les membres de leur entourage». Pour cette ONG, «il n'y a aucun doute sur le fait que ce patrimoine n'a pu être acquis grâce aux seuls salaires et émoluments» des chefs d'Etat.

## VASTE CORRUPTION DANS UNE AGENCE GOUVERNEMENTALE AMÉRICAINE

Des employés d'une agence du département américain de l'Intérieur chargée de la gestion de l'exploitation du pétrole sont impliqués dans une vaste affaire de corruption incluant de multiples cadeaux, de la cocaïne et du sexe, selon un rapport publié il y a quelques jours. Rédigé par l'inspecteur général de l'Intérieur, Earl Devaney, le rapport déplore «une culture du manquement éthique», voire dans un des départements de l'agence mise en cause, le Minerals Management Service, «une culture de l'abus de stupéfiants et du vagabondage sexuel». Après plus de deux ans «d'enquête, au cours de laquelle 233 témoins ont été interrogés, dont beaucoup plusieurs fois» et l'ingestion de «470 000 pages de documents et de courriers électroniques», M. Devaney a découvert une «culture généralisée de l'exclusivité, hors des règles qui gouvernent tous les autres employés du gouvernement fédéral». Ainsi, entre janvier 2002 et juillet 2006, dix-neuf employés du service chargé des «royalties en nature» (la part de pétrole donnée par les compagnies au gouvernement en échange du droit d'exploiter le pétrole), ont «fréquenté» les personnels et ont reçu «une vaste palette de cadeaux» de la part des compagnies pétrolières avec lesquels ils étaient en affaire.

Un fonctionnaire du gouvernement américain ne doit pas en principe accepter des cadeaux de plus de 20 dollars ni un ensemble de cadeaux excédant 50 dollars de la même société dans la même année. De même, plusieurs employés ont travaillé à l'extérieur de l'agence, sans rapporter, comme ils le doivent, le produit de leur travail sur leur formulaire de déclaration de ressources. Enfin, le mémorandum qui accompagne le rapport révèle que plusieurs responsables étaient également corrompus. Une des responsables de l'agence, aujourd'hui à la retraite, ce qui la protège de poursuites dans l'immédiat, «manipulait la passation des contrats dès le début» afin d'en faire bénéficier un de ses amis. De son côté, un responsable du département des «royalties en nature» cachait «délibérément la véritable nature de son travail extérieur (...) pour éviter que ne soit révélé ce qui aurait été sinon un conflit d'intérêt clair».